

7,1 milliards de moins
pour la Sécurité Sociale

Notre santé ! en danger !



Un **BUDGET**
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et satisfaire les besoins
des populations

Notre système de santé vit une crise qui s'aggrave depuis plusieurs années, le pays est un désert médical et paramédical, l'hôpital public s'effondre tous les jours un peu plus.

Et pourtant le gouvernement envisage une évolution des dépenses d'Assurance maladie limitée à 1,6%. Du jamais vu ! Synonyme de fermetures de lits, de maternités, d'urgences, de l'abandon de la psychiatrie, de maltraitance institutionnelle dans les EHPADs, de personnels et d'usager.e.s maltraité.e.s...

Les 7,1 milliards d'économie sur la santé seront pris dans la poche des malades et des ménages :

Doublement des franchises médicales jusqu'à 350 euros par an et par personne, non pris en charge par les complémentaires santé, remise en cause des affections de longue durée, arrêts maladie limités et indemnités journalières diminuées, Aide Médicale d'État menacée, taxe sur les cotisations des complémentaires santé augmentée de 14 à 16,25%...

Ces mesures vont encore aggraver les conditions de vie des plus fragiles, encore aggraver leurs conditions d'accompagnement, encore aggraver les conditions de travail des professionnel.le.s du social, du médico-social et du sanitaire.

Parallèlement, le débat sur le financement des retraites et plus globalement de la Sécurité Sociale est relancé avec en ligne de mire la sortie du financement solidaire par la cotisation.

Un financement individuel et inégalitaire, ou solidaire et juste. C'est un choix de société !

Nous savons qu'il est possible de trouver des ressources pour financer la Sécurité sociale à hauteur des besoins, comme augmenter les salaires, réaliser l'égalité salariale entre hommes et femmes, supprimer les exonérations et exemptions de cotisations, lutter contre le travail dissimulé par les employeurs...

Nous devons aussi bloquer la fuite en avant des prix des médicaments innovants en imposant la transparence pour pouvoir négocier des tarifs fondés sur des critères objectifs et justifiés.

Nous en appelons à une mobilisation populaire, pour sauver notre système de solidarité, notre système de santé, où chacun.e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Notre système de santé, notre Sécurité Sociale sont nos biens communs. Usager.e.s, citoyen.ne.s, professionnel.le.s, salarié.e.s, jeunes, chômeur.euse.s ou retraité.e.s, multiplions les initiatives pour une santé humaine, de qualité, accessible à toutes et tous partout.



Nous appelons à nous mobiliser partout en France et à multiplier les initiatives locales :

SOIGNE TA SANTÉ, DÉFENDS TA SÉCU !

Nous appelons à soutenir et rejoindre toute initiative nationale dans ce sens.

- Contre ce projet de loi de financement de la Sécu qui menace notre santé
- Pour la suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires et restes à charge. Pour défendre le droit aux arrêts de travail, les affections de longue durée (ALD), l'Aide Médicale d'État (AME).
- Pour un service public de santé de proximité, avec ouverture de centres de santé pluri-professionnels publics ou à but non lucratif, développés en priorité dans les déserts médicaux.
- Pour redonner à l'hôpital public les moyens de répondre à l'ensemble de ses missions.
- Pour un accès à la santé égal pour tous et toutes, partout.
- Pour une prise en charge réelle et solidaire de la perte d'autonomie à tous les âges par la Sécurité sociale.
- Pour un financement des associations citoyennes à hauteur de leurs actions de prévention, d'accompagnement et d'information.
- Pour un budget de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins. Une Sécurité sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé prescrits, dans un périmètre élargi et redéfini selon les besoins des populations et non des intérêts privés dans la santé, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État menacée, gérée démocratiquement.

Signe la pétition
contre les franchises médicales !



Signataires

Syndicats : Syndicats : Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Nationale des Etudiant.e.s de France, Union Syndicale des Professionnel.le.s de Centres de Santé, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale Solidaires, Sud Santé Sociaux Finistère, Sud Santé Sociaux Nord.

Mutuelles : Alternative mutualiste

Associations, collectifs, comités : Act Up Sud-Ouest, Association des Médecins Urgentistes de France, Cerises La Coopérative, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Collectif National pour les Droits des Femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Ensemble & Solidaires Union nationale des Retraités et Personnes Agées, Fédération Générale des Retraité.e.s de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médecins du Monde, Notre Santé en Danger, People's Health Movement, Printemps de la Psychiatrie, Résistance Sociale, Collectif Santé Agglo Le Havre, Collectif Santé Chablais, Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif Santé Voironnais (38), Collectif Tenon pour le Droit à l'IVG, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Collectif Virois "Touche pas à ma Santé à mon Hosto", Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de défense des hôpitaux du Nord Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, La Case de Santé (Toulouse), Le Manifeste Comité de St Affrique-Millau.

Organisations politiques : Gauche alternative réseau coopératif, Gauche Écosocialiste, L'APRÈS, La France Insoumise, Mouvement des Progressistes, NPA l'Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche

